



SERVICES TECHNIQUES URBAINS ET INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

SOMMAIRE

1. Agenda	1
2. Architecture bâtiment, logistique et énergie.....	2
2.1 Energie et climat.....	2
2.2 Architecture, bâtiment et logistique	6
3. Infrastructures publiques et réseaux.....	8
3.1 Patrimoine de voirie.....	8
3.2 Eau et assainissement	11
3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales.....	14
4. Ingénierie écologique.....	14
4.1 Nature en ville et paysage	14
4.2 Environnement	16
4.3 Déchets et propreté urbaine.....	19
5. Transversal Services Techniques Territoriaux	21

1. AGENDA

Rencontres territoriales : Jardin, nature et paysage. Les villes se font 'label' : stratégies, retombées, crédibilité ?

20-21 novembre, Nantes– (INSET Montpellier)

Energie et climat, transition ou révolution pour les collectivités

26 novembre. Paris – (CNFPT / INET)

http://www.evenements.cnfpt.fr/mercredisdeline/index.php?option=com_content&view=article&id=123:energie-et-climat-transition-ou-revolution-pour-les-collectivites-&catid=38:agenda&Itemid=69

Les 3èmes rencontres de la propreté

11-12 décembre, Montpellier (CNFPT / INSET Montpellier / AITF / Ville de Montpellier)

<http://www.cnfpt.fr/content/proprete-urbaine-connaissance-lanalyse-couts-proprete?gl=NjliOGJkMzI>

2. ARCHITECTURE BATIMENT, LOGISTIQUE ET ENERGIE

2.1 Energie et climat

L'offre transitoire est applicable aux personnes publiques, selon le Conseil d'Etat : un avis qui arrive à point nommé !

LOCALTIS.INFO, 30/10/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267952191&cid=1250267949982>

A l'approche de la fin des tarifs réglementés d'énergie, prévue au 31 décembre 2014 pour la plupart des collectivités territoriales, le Conseil d'Etat a publié le 27 octobre un avis concernant l'éligibilité des personnes publiques à l'offre transitoire prévue par l'article 25 de la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, ainsi que la compatibilité de cette offre avec les règles de la commande publique.

Transition énergétique. Le compte est bon !

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, n° 34, 27/10/2014, p. 1

Combien coûtera la transition énergétique ? La facture ne sera peut-être pas aussi salée que prévu.

<http://www.cdclimat.com/>

Sondage. Pour les français, la rénovation énergétique de leur logement n'est pas une priorité / KIRALY BARBARA

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 26

Seulement 40 % des français jugent que la rénovation énergétique de leur propre logement est une priorité. En cause, la crise économique et une méconnaissance des aides publiques.

Des réhabilitations thermiques exemplaires / LELONG JEAN

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 95

Des consommations énergétiques divisées par 4 et des émissions de gaz à effet de serre par 6 : à Port-de-Bouc, Logirem vient de mener sur Le Provence (122 logements) une réhabilitation thermique exemplaire.

Climat-énergie. Des promesses à tenir

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, n° 33, 20/10/2014, p. 1

A l'ordre du jour du Conseil européen, les chefs d'État ou de gouvernement devront prendre une décision finale sur le nouveau cadre climat-énergie de l'Union Européenne.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/>

Climat. Quand les transporteurs chassent le CO2

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, n° 33, 20/10/2014, p. 9

Le dispositif de l'Ademe "Objectif CO2, les transporteurs s'engagent" a fait l'objet d'une évaluation. Le bilan est positif, avec près de 20 % de la flotte de poids lourds engagés. Mais des pistes d'amélioration sont envisagées.

<http://www.objectifco2.fr/>

Mutation écoresponsable d'une friche industrielle / DONNAES PHILIPPE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 42-45

Ce projet, qui fera d'un site désaffecté la plus grande halle commerciale de France dédiée au bâtiment, se caractérise par ses performances énergétiques élevées et sa démarche environnementale poussée.

Dijon. Ortivis rénove ses logements les plus énergivores / PERRUCHOT CHRISTIANE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 85

Gagner aux moins deux rangs sur l'étiquette énergétique : c'est l'ambition du plan d'écorénovation qu'Ortivis compte boucler en 2017, au rythme de 5 millions d'euros par an.

Rhône. La première centrale villageoise photovoltaïque

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 91

C'est sur la commune des Haies, village de la communauté de communes de la région de Condrieu dans le parc naturel du Pilat, qu'a été installée la première centrale villageoise photovoltaïque.

Marseille. La géothermie marine pour Euroméditerranée

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 94

L'établissement public Euroméditerranée, Colefy Services (GDF Suez), le promoteur Constructa et Foncière des régions ont signé la convention d'engagement pour réaliser la première centrale en France en utilisant l'énergie thermique marine.

Energie : de nouvelles technologies pour l'économiser / VIDRIL VALERIE

LIEN HORTICOLE, n° 902, 15/10/2014, p. 10-11

Une centaine de professionnels ont assisté à la matinée de conférences organisées par la station horticole d'expérimentation et d'information de Brindas (69), le 3 juillet dernier, avant de découvrir les installations dédiées notamment aux économies d'énergie.

Transition énergétique : réactions mitigées après l'adoption par les députés / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 15/10/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250267879863>

Largement adopté par les députés le 14 octobre, le projet de loi sur la transition énergétique continue à susciter de nombreuses réactions de la part des associations. De son côté, la commission du développement durable du Sénat qui sera chargée du prochain examen du texte a critiqué sévèrement les conditions du débat à l'Assemblée. A l'issue de cette première étape parlementaire, retour sur les principales dispositions du texte.

Les énergéticiens surfent sur la vague des écoquartiers / FEITZ ANNE

ECHOS (LES), 15/10/2014, p. 22

Pour eux, la transition énergétique est déjà une réalité. Via leurs filiales spécialisées dans les services à l'énergie, les grands énergéticiens EDF et GDF Suez profitent depuis quelques années du développement des écoquartiers. En effet, ils se doivent de respecter un certain pourcentage d'énergie verte dans leur mix énergétique. Ils intègrent des réseaux de chaleur et de froid qu'il a fallu concevoir dès l'origine du projet.

Eolien. Un solide ancrage industriel

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, n° 32, 13/10/2014, p. 1

La filière éolienne sort de quatre années moroses avec une bonne nouvelle : elle a stabilisé ses effectifs.

<http://fee.asso.fr/>

Risques. Une piste pour augmenter la sûreté nucléaire

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, n° 32, 13/10/2014, p. 6

Intégrer des matériaux pour améliorer la sûreté des centrales nucléaires, c'est la piste originale étudiée par le Cerege.

Syndicat de traitement des eaux Saône Beaujolais (Rhône) : un immeuble bientôt chauffé grâce aux eaux usées / FERRERO CLAUDE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2240, 13/10/2014, p. 37

«C'est la première fois qu'un syndicat en régie totale se transforme en fournisseur d'énergie », s'enthousiasme Frédéric Pronchéry, président du syndicat de traitement des eaux usées de Saône Beaujolais et vice-président au développement durable de la communauté de communes Beaujolais - val de Saône."...

Le système mis en place à Belleville (Rhône) permet de récupérer la chaleur des eaux usées de la station d'épuration Citeau.... 5% d'économies garanties.

Optimisation de la consommation énergétique d'un bâtiment / STEPHANT Jean-Paul

TECHNI.CITES, n° 276, 08/10/2014, p. 24-25

Pour tous les secteurs, la maîtrise de l'énergie est devenue une priorité. Étant responsable de 23 % des émissions annuelles de gaz à effet de serre, le secteur du bâtiment doit se mobiliser pour améliorer le parc existant et en particulier les gros consommateurs que sont les systèmes de chauffage collectifs.

Optimiser l'éclairage public

ENVIRONNEMENT LOCAL, n° 1024, 02/10/2014, p. 1 et 3-4

L'éclairage public peut représenter plus de 40% de la facture d'électricité d'une commune. Plusieurs initiatives, évoquées lors des Journées nationales de l'éclairage 2014, démontrent qu'il est possible d'optimiser cette consommation.

Fin des tarifs réglementés d'énergie, début du casse-tête contractuel

LOCALTIS.INFO, 01/10/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250267761138>

Saisi d'une question sur l'inadaptation du Code des marchés publics aux contrats publics de fourniture d'énergie, le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, dans sa réponse du 16 septembre 2014, apporte des précisions sur les modalités de mise en œuvre de tels marchés. L'occasion de faire le point sur les conséquences de la fin des tarifs réglementés d'énergie fixée au 31 décembre 2014 pour les acheteurs publics.

<http://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-61234QE.htm>

L'éclairage public devient intelligent / DEFAWE JEAN-PHILIPPE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5785, 01/10/2014, p.79

Les Journées nationales de la lumière, qui se sont tenues à Nantes les 22 et 23 septembre, ont été l'occasion de donner un coup de projecteur sur les pratiques vertueuses et les innovations des villes dans la région.

Des serres (ré)chauffées au Cognac

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 157, 10/2014, p. 18-19

En Charente, la ville de Cognac a très judicieusement implanté son centre horticole. L'usine d'alcool éponyme située à proximité lui fournit le chauffage grâce à ses résidus de production tandis que l'eau d'arrosage, est pompée dans la rivière adjacente !

Réseaux : les data centers passent au gaz / BLOSSEVILLE THOMAS

ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET ENERGIE, n° 19, 10/2014, p. 19

Choreus et GrDF veulent faire des centres informatiques des points d'interconnexion entre les réseaux de gaz, d'électricité et de chaleur.

Transition énergétique : la loi qui fait débat / BLOSSEVILLE THOMAS

ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET ENERGIE, n° 19, 10/2014, p. 14-15

Le projet de loi sur la transition énergétique a entamé son parcours parlementaire. Un circuit au cours duquel plusieurs points sont susceptibles d'évoluer.

http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/transition_energetique_croissance_verte.asp

Quelle transition énergétique ?

PROBLEMES ECONOMIQUES, n° 3097, 10/2014, p. 5-44

http://www.ladocumentationfrancaise.fr/ouvrages/3303332030972-quelle-transition-energetique#book_summary

En prévision de la Conférence mondiale sur le climat qui se tiendra en décembre 2015 à Paris, la France veut se montrer exemplaire en matière de transition énergétique. La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte a été adoptée le 13 octobre par l'Assemblée nationale. Ce texte prévoit de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2050, de réduire de moitié la consommation d'énergie d'ici à la moitié du siècle, de diminuer de 30 % la consommation fossile avant 2030 et de faire passer la part du nucléaire dans la production électrique de 75 % à 50 % d'ici à 2030.

<http://www.developpement-durable.gouv.fr>

<http://www.ceras-projet.org/transition/en>

<http://www.cre.fr>

"La transition énergétique doit encore se démocratiser" / BLOSSEVILLE THOMAS

ENVIRONNEMENT MAGAZINE & ENERGIE, n° 19, 10/2014, p. 28-29

Entretien avec Sabine Buis, députée de l'Ardèche et co-rapporteuse du projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte. Chargée des volets sur le bâtiment et l'économie circulaire, elle livre dans cet article les clés du débat en cours au Parlement.

Un contrat de performance énergétique sur la durée / LEMARC Franck

MAIRES DE FRANCE, n° 317, 10/2014, p. 73

La ville de Lons-le-Saunier (Jura) est l'une des premières à expérimenter les contrats de performance énergétique, un outil pour améliorer la performance thermique des bâtiments.

Vers une pénurie électrique ? / BATTAGLINI SEBASTIEN

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 211, 10/2014, p.20-22

Tous les ans, RTE, le transport d'électricité français, publie les résultats de ses prévisions concernant la consommation et la production d'électricité dans notre pays. Et cette année, le sourire n'est pas de circonstance. Les moyens de production chutent alors que la consommation continue de croître. Si rien n'est fait, dès l'année prochaine, il sera difficile de répondre à la demande. Une situation inédite et préoccupante.

Objectif 32 % d'EnR / BATTAGLINI SEBASTIEN

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 211, 10/2014, p. 24-25

Alors même que RTE a lancé un cri d'alarme concernant la baisse de production électrique dans les années à venir, le SER annonce avoir développé un plan permettant de faire passer la part des EnR (énergies renouvelables) à au moins 30 % de la production française, à moyen terme.

Smart Grid en zone toulousaine / BATTAGLINI SEBASTIEN

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 211, 10/2014, p. 34-36

Les Smarts Grids, ou réseaux intelligents, c'est l'avenir. En tout cas, c'est ce que tout le monde s'accorde à dire. Mais l'avenir, ça se prépare. C'est la raison pour laquelle Cofely Ineo a installé un de ces réseaux intelligents dans son centre de Toulouse, une zone d'activité regroupant tous les éléments constitutifs d'un tel réseau. Nous sommes allés le découvrir.

De la décharge à la centrale... Délicate reconversion / HOUOT GERALDINE

SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 223, 09/2014, p. 44-47

Si les parcs photovoltaïques au sol sont nécessaires pour assurer un développement rapide de la filière photovoltaïque, ils doivent éviter les conflits d'usage, notamment avec l'agriculture. L'utilisation de sites dégradés condamnés, comme les anciennes décharges, représente une solution consensuelle, mais pas toujours évidente à mettre en œuvre.

Energie

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 10, 10/2014, p. 24-34

Le dossier comprend les articles suivants :

- Thermographie aérienne: un nouvel outil
- Smart grids : des réseaux intelligents de distribution d'électricité
- Éclairage public : une consommation à réduire
- Énergies renouvelables : des objectifs à atteindre

« L'avenir de l'énergie se joue dans les collectivités » / KOCH MARJOLAINE

LETTRE DU CADRE TERRITORIAL (LA), n° 481, 10/2014, p. 82-84

<http://www.lettreducadre.fr/9705/%E2%80%AFavenir-de-lenergie-se-joue-dans-les-collectivites%E2%80%AF/>

Le sénateur UMP Claude Belot est l'auteur d'un rapport intitulé « Collectivités territoriales : mobiliser les sources d'énergie locales ». Ses conclusions sont sans appel : rien ne se fera sans l'implication des collectivités, qui ont un grand rôle à jouer en matière d'énergie, notamment en se réappropriant ce domaine, grand pourvoyeur de richesse locale.

L'achat d'électricité et de gaz : 50 questions / FONTAINE Cécile, RICCI Nathalie

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 283, cahier n° 78, 10/2014, 16 p.

5 parties :

- Cadre juridique
- Fin des tarifs réglementés
- Préparation des marchés
- Règles de passation
- Cahier des charges

Rennes chauffée par son métro / RICHARD AUDE

SYSTEMES SOLAIRES : LE JOURNAL DES ENERGIES RENOUVELABLES, n° 223, 09/2014, p. 51

Pour sa seconde ligne de métro, Rennes Métropole équipe ses structures en béton de quatre stations avec des tubes de captage de l'énergie au sol. De futurs logements et bureaux seront chauffés et rafraîchis grâce à cette technique.

Huit chapitres pour la transition énergétique et la croissance verte / CONSIGNY CHLOE
REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 456, 10/2014, p. 26-36

Retour sur les principales avancées d'un texte qui se donne pour mission de réduire la consommation de gaz à effets de serre et d'encourager l'utilisation des énergies renouvelables, tout en favorisant la création d'emplois au sein de l'Hexagone et des territoires d'outre-mer.

2.2 Architecture, bâtiment et logistique

Marne. Une chapelle bioclimatique en bois / MARAIS FREDERIC

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5788, 31/10/2014, p. 60

Une chapelle bioclimatique sera inaugurée en mars 2015 au hameau d'Andecy à Baye (Marne) et c'est une première pour l'Eglise catholique en France.

Innovation. "Le numérique entraîne une rupture positive dans le bâtiment" / DUFFAURE-GALLAIS ISABELLE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5788, 31/10/2014, p. 19

<http://www.lemoniteur.fr/numerique>

Interview de Bertrand Delcambre, ambassadeur numérique dans le bâtiment.

Aménagement du territoire. Faits et méfaits de l'étalement urbain / ALBERT MARIE-DOUCE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5788, 31/10/2014, p.24-27

La nécessité absolue de juguler l'expansion des villes est aujourd'hui remise en cause par des travaux universitaires. La bataille d'arguments est d'autant plus âpre que la définition du phénomène est floue...

Lille. Saint-Sauveur ou la construction d'un quartier à échelle humaine / GUILLON NICOLAS

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5788, 31/10/2014, p. 59

En misant sur l'architecte danois Jan Gehl pour aménager la friche ferroviaire Saint-Sauveur, Lille envoie un message fort : il est temps de replacer l'homme et l'espace public au centre du projet urbain.

Équipement. Trois origamis dessinent une médiathèque / DE VOGUE ALIX

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 36-37

A Tourcoing (Nord), ce bâtiment singulier, conçu par l'agence D'Houndt+Bajart, tisse mémoire industrielle et vocation culturelle pour symboliser la nouvelle identité de ce quartier.

Des modules préfabriqués mis en œuvre sur neuf étages / NICOLAS JULIE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 52-53

Afin d'isoler thermiquement un immeuble de logements de neuf étages construit à Paris XVIIe, tout en bénéficiant de finitions irréprochables, l'architecte Suzel Brout a conçu des façades à base de prémurs.

Basse-Normandie. Des matériaux de construction à base de coquillages / DEFAWE JEAN-PHILIPPE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 76

Béton à base de coquillage comme substituts aux granulats, récifs artificiels, écopavés drainants... les pistes sont nombreuses pour les chercheurs de l'ESITC qui commencent à voir certains de leurs travaux passer au stade industriel.

Construction tertiaire dans l'écoquartier de l'Union : Quator donne le ton / GUILLON NICOLAS

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 80

Au bord du canal de Roubaix, Vinci réalise, avec Barré-Lambot Architectes, 17 000 m² de bureaux en quatre bâtiments appelés à accueillir un millier de salariés. Une opération qui se veut exemplaire.

Massif des Voges. Construction et bois local : la greffe prend / FALZON PAUL

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 84

Désireuses de valoriser leurs ressources, des communes forestières portent d'ambitieux projets de construction en bois local. Après l'école Hadol à la rentrée, deux bâtiments seront livrés en juin 2015.

Beauvais. Haute précision pour une rampe piétonne sur un talus / MIGUET LAURENT

PAYSAGE ACTUALITES, n° 373, 10/2014, p. 24-25

Le chef-lieu de l'Oise a inauguré, le 25 septembre, une rampe piétonne en bois qui, sur 600 m de long, franchit un dénivelé de 30 m. Ce cheminement, accessible aux personnes à mobilité réduite, désenclave un quartier en cours de rénovation urbaine.

Congrès des sapeurs-pompiers : lancement d'une campagne de sensibilisation pour les détecteurs de fumées / LOPES Emilie

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 02/10/2014

http://www.lagazetteDESCOMMUNES.COM/279125/congres-des-sapeurs-pompiers-lancement-dune-campagne-de-sensibilisation-pour-les-detecteurs-de-fumees/?utm_source=quotidien&utm_medium=Email&utm_campaign=02-10-2014-quotidien

A l'occasion de l'ouverture de son congrès annuel, la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France a lancé le 1er octobre à Avignon une campagne pour prévenir les risques d'incendies domestiques. L'idée est de sensibiliser un maximum de personnes avant le 8 mars 2015, date à laquelle toutes les habitations devront être équipées en détecteurs de fumées.

http://www.pompiers.fr/docs/default-source/kiosque-documents/2014_incendie_zzzoups.pdf?sfvrsn=2

Installation des détecteurs de fumée / TOURNIER Daniel

TECHNI.CITES, n° 275, 23/09/2014, p. 22-23

En France, un incendie se déclare toutes les 2 minutes, causant de 600 à 800 décès par an. 70 % des incendies mortels se produisent la nuit, en raison de l'absence d'avertissement. Les détecteurs de fumées, par la diffusion d'une alarme sonore, permettent d'alerter les occupants et d'éviter en particulier que les fumées ne les asphyxient durant leur sommeil.

Les minipelles / DELORNE GUY

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 182, 10/2014, 3 p.

Les minipelles sont depuis quelques années très utilisées par les services des collectivités territoriales en travaux publics ou pour les espaces verts. Leur facilité d'emploi et leur polyvalence sont des atouts, mais le choix de l'équipement impose de clarifier les besoins.

Reconversion du bâti ancien / COURBON DORA, ROGNON CEDRIC, MAILLARD CAROL, RENARDET DELPHINE, PLOYE FRANCOIS, DENOIX-MOLINA AGNES

CAHIERS TECHNIQUES DU BATIMENT (LES), n° 336, 10/2014, p. 47-65

Dossier :

- Avis d'expert : Jean-Bernard Cremnitzer, architecte
- Bureaux : un gisement de logements facilement exploitable
- Sites industriels : le règne de la souplesse et des évolutions fonctionnelles
- Casernes et hôpitaux : une architecture lourde de contraintes
- Lieux de culte : volumes atypiques, possibilités multiples
- Coûts : zoom sur 4 bâtiments transformés en logements

Le décompte général et définitif dans les marchés de travaux (état des lieux - juin 2014) / DEVILLERS Pascal

CONTRATS ET MARCHES PUBLICS, n° 10, 10/2014, p. 7-14

Dans les marchés de travaux, les effets des actes marquant la fin de la relation contractuelle sont mieux délimités. La réception est l'acte par lequel le maître de l'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Elle met fin à ses rapports contractuels avec les constructeurs en ce qui concerne la réalisation de l'ouvrage. Le décompte une fois définitif détermine le solde des droits et obligations financiers nés de l'exécution du marché, avec pour conséquence d'interdire aux cocontractants toute réclamation à cet égard. Sous cette apparente clarté se cache pourtant une redoutable complexité, résidant tant dans la procédure d'établissement du décompte, récemment enrichie dans le CCAG Travaux d'un mécanisme d'acceptation tacite par le maître d'ouvrage, que dans la portée, parfois difficile à appréhender, des principes d'indivisibilité et d'intangibilité qui le gouvernent, qu'enfin, dans les nombreuses règles contractuelles et contentieuses encadrant sa contestation.

3. INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET RESEAUX

3.1 Patrimoine de voirie

Feu vert du Grand Lyon pour la gestion en « PPP » de son périphérique « nord »

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 03/11/2014

Le Grand Lyon a donné lundi 3 novembre son feu vert à la gestion pour 20 ans en partenariat public-privé (PPP) de son boulevard périphérique nord, avec à la clef d'importants travaux de mise en sécurité.

www.lagazettedescommunes.com/290272/feu-vert-du-grand-lyon-pour-la-gestion-en-ppp-de-son-peripherique-nord/

Les enjeux de la mobilité en Seine-et-Marne / MEJANES STEPHANE

VILLE RAIL ET TRANSPORTS, n° 569, 11/2014, p. 67-73

Dossier :

- Les enjeux de la mobilité en Seine-et-Marne
- Vincent Eblé : "Les mobilités sont un défi pour demain"
- Les mobilités de demain

<http://www.seine-et-marne.fr/Cadre-de-vie-Transports/Se-deplacer-en-Seine-et-Marne>

Le gouvernement résilie le contrat avec Ecomouv'

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 30/10/2014

Le gouvernement a décidé de résilier son partenariat avec Ecomouv', tout en se réservant la possibilité d'attaquer juridiquement ce contrat, ce qui pourrait lui éviter de payer de lourdes pénalités.

www.lagazettedescommunes.com/289961/le-gouvernement-resilie-le-contrat-avec-ecomouv/

Le gouvernement salue la validation de son plan de relance autoroutier par la Commission européenne

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 30/10/2014

La ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, et le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, ont annoncé jeudi 30 octobre que la Commission européenne avait validé le plan de relance autoroutier présenté par le gouvernement, d'un montant de 3,2 milliards d'euros.

www.lagazettedescommunes.com/289944/le-gouvernement-salue-la-validation-de-son-plan-de-relance-autoroutier-par-la-commission-europeenne/

Les TCSP relancés, l'écotaxe définitivement enterrée / BOEDEC MORGAN

LOCALTIS.INFO, 30/10/2014

Auditionné le 29 octobre par des sénateurs, le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, a annoncé que les projets retenus dans le cadre du troisième appel à projets pour les transports en commun en site propre (TCSP), auquel 120 collectivités ont concouru, seront connus en décembre.

www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250267951708

Les Français plébiscitent les modes de déplacement alternatifs à la voiture en solo / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 28/10/2014

Un Français sur deux utilise régulièrement les transports publics et la crise économique tend à faire reculer l'usage de la voiture individuelle, à leur profit mais aussi en faveur des modes alternatifs, selon la dernière enquête de l'Observatoire de la mobilité durable de l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP).

www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250267940756

L'écoparc Dijon-Bourgogne devance l'évolution des modes de déplacement / PERRUCHOT CHRISTIANE

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 85

Le Grand Dijon, maître d'ouvrage, ambitionne de créer le premier parc d'activités certifié ISO 14001 du Grand Est.

A Strasbourg, le tram a réinventé la ville / FALZON PAUL

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 20

Vingt ans après sa mise en service, le tramway de Strasbourg a permis l'émergence de nouvelles mobilités et accéléré le renouvellement du tissu urbain. Retour sur une expérience qui fait aujourd'hui école.

Concours IMB 2014. Les infrastructures récompensent la biodiversité / BAUMANN OLIVIER
MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 48-49
<http://www.lemoniteur.fr/imb>

L'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (Idrriim), a décerné à Lyon le 8 octobre, à l'occasion de son congrès, les prix du cinquième concours « Infrastructures pour la mobilité et biodiversité » (IMB). Ce concours permet d'identifier et de valoriser les meilleurs projets de préservation, de restauration et de valorisation des écosystèmes et de la biodiversité.

Saint-Brieuc. Un enrobé armé pour les arrêts de bus / BOUGEARD NATHALIE
MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 75
Maître d'ouvrage du transport commun en site propre (TCSP) TEO, la communauté d'agglomération a retenu le Métaflex développé par Colas pour les trois arrêts de bus de la première tranche de travaux.

Les agences techniques départementales s'interrogent sur leur avenir / GERBEAU DELPHINE
LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 17/10/2014

Quel sera l'avenir des agences techniques départementales (ATD) en cas de suppression des conseils généraux ? C'est l'une des questions évoquées par le réseau des ATD les 15 et 16 octobre dernier à Mâcon.

www.lagazettedescommunes.com/285436/les-agences-techniques-departementales-sinterrogent-sur-leur-avenir/

Transport : les taxes carbone et gasoil au secours des infrastructures locales / THEROND HUGO
LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 16/10/2014

Le secrétaire d'Etat en charge des Transports, Alain Vidalies, a affirmé jeudi 16 octobre 2014 qu'une hausse des taxes "carbone" et "diesel" payées par les transporteurs routiers pourrait permettre de combler le manque à gagner pour l'Agence de financement des infrastructures de transport (Afitf), suite à l'abandon de l'écotaxe. Une solution transitoire, à laquelle pourrait succéder un système plus pérenne : une vignette pour les poids lourds.

www.lagazettedescommunes.com/285043/transport-les-taxes-carbone-et-gasoil-au-secours-des-infrastructures-locales/

Troyes (Aube) : un code de la rue permet de partager l'espace public / MARAIS FREDERIC
GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2240, 13/10/2014, p. 38
Troyes a édité un livret qui est à la fois un mode d'emploi de la voirie, un guide des bonnes manières entre les différents types d'usagers et un manuel de lutte contre les incivilités.

L'écotaxe poids lourds à nouveau suspendue, et bientôt enterrée / THEROND HUGO
LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 09/10/2014

La ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, et le secrétaire d'Etat aux Transport, Alain Vidalies, ont annoncé jeudi 9 octobre le report « sine die » du péage de transit poids lourds, renommé « écotaxe » pour l'occasion. Déjà fortement allégé et plusieurs fois repoussé, le dispositif semble voué à l'échec.

www.lagazettedescommunes.com/282435/lecotaxe-poids-lourds-a-nouveau-suspendue-et-bientot-enteree/

Comment partager les usages de la rue? / BOILLON Pierre, REYNAUD Jean-Luc
TECHNI.CITES, n° 276, 08/10/2014, p. 27-32

Un partage plus équilibré de la rue entre les différents usages est une attente de la société. Cependant, les collectivités qui conduisent de tels projets savent que les choix sont complexes. Pour y parvenir, en fonction de la nature des voies, des stratégies de mixité ou d'espaces dédiés peuvent être mises en œuvre. Dans le même temps, les outils de partage à l'échelle de la rue doivent s'articuler avec les réflexions à l'échelle de la ville, pour proposer à tous les usagers des espaces conviviaux et apaisés.

Dépénalisation du stationnement : une réforme aussi attendue que complexe / HUMBERT Élise, RAMEL Aloïs
COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 283, 10/2014, p. 36-37

Le volet stationnement de la loi MAPTAM, très attendu par les collectivités territoriales, doit entrer en vigueur le 1er janvier 2016. Il pose un certain nombre de questions juridiques et techniques. Modalités de paiement de la redevance d'occupation domaniale, définition jurisprudentielle de cette redevance,

obligations des délégataires mandatés par l'autorité organisatrice de transports, avenir des amendes contractées avant l'entrée en vigueur du dispositif... bien des incertitudes demeurent.

De l'orientation à l'interprétation : la signalétique en mutation

PAYSAGE ACTUALITES, n° 373, 10/2014, p. 26-27

Tout comme le mobilier urbain, la signalétique facilite l'appropriation et la lecture de l'espace public, dans la rue aussi bien que dans les parcs et les jardins. Elle se décline autour de plusieurs fonctions : orienter, réglementer, informer, interpréter... Exemples de réalisation à Clichy-la-Garenne, Nancy et Bruxelles.

Les modes d'appropriation publique d'une voie / PEYRAUD CHRISTELLE

REVUE GENERALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, n° 55, 10/2014, p. 119-125

L'entrée d'une voie privée ouverte à la circulation dans le domaine public communal ou intercommunal peut s'effectuer selon différentes procédures. Outre la cession amiable, le transfert gratuit est ouvert par l'article 318-3 du code de l'urbanisme pour des voies privées desservant un ensemble d'habitations. La commune peut aussi utiliser des procédés plus ou moins contraignants tels que l'incorporation de biens sans maître, le plan d'alignement, la réserve immobilière, le droit de préemption ou l'expropriation.

Electromobilité : vers un service public des bornes de recharge / MAINCENT GUILLAUME

ENVIRONNEMENT MAGAZINE & ENERGIE, n° 19, 10/2014, p. 15

Une proposition de loi, adoptée en deuxième lecture à l'Assemblée nationale le 22 juillet 2014, entend favoriser le déploiement des bornes de recharge pour les véhicules électriques. Elle autoriserait "l'État ou tout opérateur [...] à créer, entretenir et exploiter sur le domaine public de l'État, des collectivités territoriales ou de leurs groupements un réseau d'infrastructures nécessaires à la recharge de véhicules électriques et de véhicules hybrides rechargeables [...] sans être tenu au paiement d'une redevance, lorsque cette opération s'inscrit dans un projet de dimension nationale".

Privés de télé... à qui la faute ? / LESQUEL Emmanuelle

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 283, 10/2014, p. 54-55

Entre 2010 et 2012, des coupures à répétition de la télévision numérique terrestre (TNT) ont irrité les habitants de Graulhet (Tarn) et mis leur maire sous pression.

Une ville sans feux de circulation tricolores (Abbeville- Somme) / DEGUY ANNE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2238, 29/09/2014, p. 37

Depuis le remplacement des feux tricolores par des ronds-points, la circulation dans les rues d'Abbeville s'est nettement améliorée.

Piéton, usager des lieux publics : un jalonnement pour tous / LEMOINE Daniel

TECHNI.CITES, n° 275, 23/09/2014, p. 14-16

Le jalonnement est un instrument d'aide à l'orientation et au cheminement de tous ; il favorise l'intelligibilité des lieux. Sa malléabilité permet d'accompagner les modifications de territoires, temporaires ou durables. Sa conception devrait intégrer certains principes comme la cohérence interterritoires/ interdomaines, un pilotage commun et une concertation continue.

Comment s'y prendre en présence de canalisations transportant des matières dangereuses ? /

MUNSCH Joël

TECHNI.CITES, n° 275, 23/09/2014, p. 44-45

Une commune peut être traversée ou impactée par une ou plusieurs canalisations transportant des matières dangereuses. Même si le mode de transport des matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés et produits chimiques) par canalisation est aujourd'hui considéré comme le plus sûr comparativement aux autres modes de transport applicables aux mêmes fluides (route, rail, transport fluvial, transport maritime), certaines précautions s'imposent

Techniques à l'émulsion : des solutions environnementales et économiques

ROUTE ACTUALITE, n° 219, 09/2014, p. 26-29

Dossier :

- Techniques à l'émulsion : des solutions environnementales et économiques
- ESU et ECF : deux techniques incontournables de toute politique routière
- Les domaines d'emplois des enrobés coulés à froid

Innover pour le futur / TASSONE MARC, CHABANNE PIERRE-EMERIC, DE PREMARE JEAN-BAPTISTE

ROUTE ACTUALITE, n° 219, 09/2014, p. 6-14

Dossier :

- Soutenir l'innovation dans le domaine des infrastructures de mobilité
- Rencontres avec Daniel Villessot et Martial Chevreuil
- De l'efficacité des contrats de performance

3.2 Eau et assainissement

Veolia et l'assainissement alimentent la suspicion / TRUBUIL GUY

MIDI LIBRE, 31/10/2014, p. 3

Long débat, hier, autour des marchés de sept ans pour le traitement des eaux usées. Consensus pour la régie de l'eau.

Prix de l'eau et fuites : il faudrait investir trois fois plus dans les travaux

MIDI LIBRE, 27/10/2014

<http://www.midilibre.fr/2014/10/26/prix-de-l-eau-fuite-en-avant,1071843.php>

Les collectivités dépensent 3,6 milliards d'euros tous les six ans pour entretenir réseaux, stations d'épuration, etc. Or, il faudrait qu'elles investissent le triple de cette somme, notamment pour limiter les fuites, toujours conséquentes.

Nomenclature "eau" : les prescriptions applicables aux Iota de la rubrique 3.1.5.0 / RADISSON LAURENT

ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 23/10/2014

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/Iota-nomenclature-eau-rubrique-3150-prescriptions-23069.php4>

Un arrêté de la ministre de l'Ecologie, publié ce jeudi 23 octobre, fixe les prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités (Iota) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature "eau", annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029620606&dateTexte=&categorieLien=id>

http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?sessionId=F8F97950C6E1BB0C0B8B21349350A05C.tpdjo14v_3?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006835452&dateTexte=29990101&categorieLien=cid

Connaissance des réseaux d'eau : vers un report de la sanction financière ? / LAPERCHE DOROTHEE

ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 21/10/2014

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/connaissance-des-reseaux-eau-vers-report-sanction-financiere-23053.php4>

D'une façon générale, les grands services eau ont répondu aux attentes du Grenelle qui imposait de produire un plan de leur réseau d'eau potable. Reste à accompagner les petites collectivités pour leur éviter une sanction financière.

Sous l'eau, puis sous le limon... / MAILLARD ODILE

LIEN HORTICOLE, n° 902, 15/10/2014, p. 4

Hérault. Les récentes inondations ont touché la plaine de Mauguio.

La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation afin approuvée / MARCANGELO LEOS PHILIE

LOCALTIS.INFO, 15/10/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267880521&cid=1250267875269>

La première stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) vient d'être approuvée par un arrêté interministériel publié au Journal officiel du 15 octobre 2014.

L'AMF dénonce la nouvelle ponction sur les agences de l'eau / LENORMAND ANNE

LOCALTIS.INFO, 14/10/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267872347&cid=1250267866409>

Dans un communiqué diffusé ce 14 octobre, l'Association des maires de France (AMF) vole encore une fois au secours des agences de l'eau en dénonçant la nouvelle ponction dont elles font l'objet dans le projet de loi de finances (PLF) 2015

Eau. La traque des micropolluants urbains

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, n° 32, 13/10/2014, p. 9

Retenus suite à l'appel à projets de l'Onema sur la thématique des micropolluants dans les eaux urbaines, treize projets abordent les changements de pratique des usagers et leur acceptabilité, mais aussi la réalisation de nouvelles solutions techniques.

Syndicat de traitement des eaux Saône Beaujolais (Rhône) : un immeuble bientôt chauffé grâce aux eaux usées / FERRERO CLAUDE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2240, 13/10/2014, p. 37

«C'est la première fois qu'un syndicat en régie totale se transforme en fournisseur d'énergie », s'enthousiasme Frédéric Pronchéry, président du syndicat de traitement des eaux usées de Saône Beaujolais et vice-président au développement durable de la communauté de communes Beaujolais - val de Saône."...

Le système mis en place à Belleville (Rhône) permet de récupérer la chaleur des eaux usées de la station d'épuration Citeau.... 5% d'économies garanties.

Assainissement non collectif : parution d'un outil d'aide au contrôle

ACTU-ENVIRONNEMENT.COM, 09/10/2014

<http://www.actu-environnement.com/ae/news/assainissement-non-collectif-spanc-outil-aide-controle-22926.php4>

Le 2 octobre, le ministère de l'Ecologie a mis en ligne un guide rédigé par le groupe de travail "Accompagnement des Spanc", mis en place dans le cadre du Plan d'action national sur l'assainissement non collectif (Pananc) en octobre 2011.

<http://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-22926-guide-spanc-2014.pdf>

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021125109&dateTexte=&categorieLien=id>

Assainissement collectif : des solutions pour les petites collectivités / LUNEAU Sylvie

TECHNI.CITES, n° 276, 08/10/2014, p. 22-23

Bien que faible, le poids de la pollution urbaine générée par les petites stations d'épuration de moins de 2 000 équivalents-habitant peut contribuer à déclasser localement les rivières. Procédé simple et rustique, le filtre planté de roseaux se positionne de plus en plus en grand leader sur ce secteur.

Le contrôle des dispositifs d'ANC suppose l'accès des agents aux propriétés / MUNSCH Joël

TECHNI.CITES, n° 276, 08/10/2014, p. 51

Le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif (ANC) est une compétence des communes, qui mettent en recouvrement une redevance pour service rendu. En application de l'article L.2224-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la commune établit, à l'issue du contrôle sur place, un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Eaux traitées : les contraintes sanitaires freinent toujours leur recyclage / LUNEAU Sylvie

TECHNI.CITES, n° 276, 08/10/2014, p. 12-13

La réutilisation des eaux usées (re-use) en France reste marginale. En cause, une réglementation trop contraignante. Un nouvel arrêté publié en juin dernier devait lever les blocages. Mais il n'est pas à la hauteur des attentes et ne suffira probablement pas à relancer les projets en sommeil.

Sûreté des ouvrages de prévention des inondations : un décret en consultation / MARCANGELO LEOS PHILIE

LOCALTIS.INFO, 01/10/2014

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250267795469&cid=1250267791732>

Faisant écho à une actualité marquée par les dramatiques inondations qui viennent à nouveau de frapper la région Languedoc-Roussillon, le ministère de l'Écologie a mis en consultation, ce 30 septembre, un projet de décret relatif aux ouvrages de prévention des inondations et des submersions marines.

Qualité de l'eau potable / MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE, 01/10/2014

<http://www.sante.gouv.fr/qualite-de-l-eau-potable>

En France, l'eau du robinet est l'un des aliments les plus contrôlés. Elle fait l'objet d'un suivi sanitaire permanent, destiné à en garantir la sécurité sanitaire. Ce dossier vous permet d'accéder directement aux

résultats du contrôle sanitaire réalisé par les Agences régionales de santé, ainsi qu'à des informations plus spécifiques sur certains paramètres.

Risque amiante dans les services Eau et assainissement / CREST LUCIE

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 182, 10/2014, 4 p.

Les agents techniques des services Eau et assainissement peuvent être confrontés au risque amiante dans le cadre de leurs interventions. Les collectivités territoriales doivent donc prévenir les risques d'exposition aux fibres d'amiante, dans le cadre de leur obligation de résultat dans le domaine de la sécurité. La présente fiche a pour objet de recenser les obligations et les actions à mettre en oeuvre pour protéger la santé et la sécurité de ces agents, mais aussi de répondre aux évolutions réglementaires en la matière.

Investir la compétence "gestion des milieux aquatiques" / BRUNEEL CHRISTIAN, VINCENT ANNE-SOPHIE

ESPACES NATURELS, n° 48, 10/2014, p.38-39

Au-delà des communes et intercommunalités, différentes structures comme des PNR mènent depuis de nombreuses années des actions de gestion des cours d'eau et plus globalement des zones humides. Un choix qui a été fait pour lier gestion de l'eau et biodiversité. La nouvelle législation leur permettra-t-elle de poursuivre leur investissement dans ce domaine ?

Vers l'obligation d'entretien des dispositifs d'ANC agréés / DOINEL JULIE

RESEAUX -LIGNES ET CANALISATIONS - VRD, n° 211, 10/2014, p.14-16

Les Ministères de l'Environnement et de la Santé ont lancé une mission d'inspection pour juger de la pertinence de la procédure d'agrément des nouvelles filières d'assainissement non collectif (ANC) en vue d'une nouvelle réforme de la politique d'ANC dans notre pays. Parmi les recommandations, les inspecteurs suggèrent la mise en place d'un contrat d'entretien obligatoire. Certains industriels l'ont d'ailleurs déjà intégré dans leur contrat de vente, au moins pour la première année

Inondations. Pluies torrentielles dans l'Hérault : deux semaines en alerte rouge / ALFONSO BECARES DIANA

TECHNIQUES SCIENCES METHODES, n° 10, 10/2014, p.10-11

En ce début d'automne la ville de Montpellier et ces alentours ont déjà connu deux épisodes de pluies violentes qui ont bloqué les voies de communication pendant quelques heures. Retour sur la gestion d'un phénomène extrême toutefois courant dans les climats méditerranéens.

L'eau : un patrimoine sur lequel veillent les communes / CHALARD NATHALIE, MARCANGELO LEOS PHILIE

JOURNAL DES COMMUNES, n° 2181, 10/2014, p. 24-33

Au sommaire de ce dossier :

- Le maire, gardien de l'eau et de sa qualité
- Protection des captages : améliorer la qualité
- Eaux résiduaires urbaines : révision de la liste des zones sensibles
- Gemapi : un décret sur les missions d'appui technique de bassin
- Eaux usées pour l'irrigation : nouvelles prescriptions
- Châlons-en-Champagne sécurise ses installations d'eau potable
- Votre eau est-elle en sûreté ?

Eau : périmètres, traitements, tarification, prévention... les chantiers prioritaires qui vont mobiliser l'attention des maires en 2015-2016 / NEDEY Fabienne

COURRIER DES MAIRES ET DES ELUS LOCAUX (LE), n° 283, 10/2014, p. 22-27

Dossier incluant les articles suivants :

- "La politique de l'eau creuse son lit entre enjeux institutionnels et gouvernance"
- "Les collectivités confrontées à de multiples défis opérationnels"
- "Une chasse aux fuites exemplaire"

Le modèle français pour économiser l'eau / MANGIN ADELAIDE, NOCHER DANIELLE, GALA RAPHAELLE

VALEURS VERTES, n° 130, 09/2014, p. 12-22

Dossier :

- Le modèle français pour économiser l'eau
- Ivan Cheret : à l'origine de la politique de l'eau

- Autre témoin : André Santini
- Barcelone-Bordeaux, villes branchées
- Des expertises économiques, environnementales et sociales au cœur des services de l'eau

3.3 Infrastructures portuaires, aéroportuaires et fluviales

Infrastructure aéroportuaire. Un ruban de bitume déroulé sur les dalles béton de Roissy / LAURENT ANTHONY

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 50-51

En six semaines, Eurovia a mis en œuvre 100 000 tonnes d'enrobés dans le cadre de la réhabilitation et de la mise aux nouvelles normes aéronautiques de la piste 4 de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle.

Airbus veut dévier de sa trajectoire la privatisation de l'aéroport de Toulouse-Blagnac / WANAVERBECQ CHRISTIANE

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 22/10/2014

Inquiet des conséquences de la cession des parts de l'Etat dans le capital de la société gestionnaire de l'aéroport de Toulouse-Blagnac, les élus et acteurs économiques de Midi-Pyrénées demandent à l'agence de participations de l'Etat de revoir sa copie. L'enjeu est de sécuriser le développement d'Airbus qui occupe, sous la forme d'une AOT, une partie du foncier que l'Etat s'apprête à céder.

www.lagazettedescommunes.com/287012/airbus-veut-devier-de-sa-trajectoire-la-privatisation-de-laeroport-de-toulouse-blagnac/

On a marché sur... les réservoirs géants du terminal méthanier / GUILLON NICOLAS

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 78

Le deuxième chantier industriel de France avance : les deux tiers des travaux ont déjà été effectués. La panne du tunnelier ne devrait pas retarder la mise en service du terminal, toujours prévue fin 2015

Procès Xynthia : prison ferme requise contre les élus de La Faute-sur-Mer

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 15/10/2014

Le ministère public a requis mercredi 15 octobre des peines de prison ferme à l'encontre de l'ancien maire de La Faute-sur-Mer et de son adjointe à l'urbanisme lors du procès Xynthia, la tempête qui a fait 29 morts dans cette station balnéaire de Vendée en février 2010.

www.lagazettedescommunes.com/284556/proces-xynthia-prison-ferme-requise-contre-les-elus-de-la-faute-sur-mer/

Mobilisation pour sauver les aéroports de Charente-Maritime

LAGAZETTEDESCOMMUNES.COM, 13/10/2014

Les autorités locales de Charente-Maritime se mobilisent pour sauver les aéroports de La Rochelle, Rochefort et Royan, menacés de fermeture en raison des contraintes budgétaires en 2015, en proposant la création d'un syndicat mixte regroupant les collectivités territoriales et les Chambres de commerces et d'industrie (CCI).

www.lagazettedescommunes.com/283196/mobilisation-pour-sauver-les-aeroports-de-charente-maritime/

4. INGENIERIE ECOLOGIQUE

4.1 Nature en ville et paysage

Un pôle culturel niché au cœur des bois / ESCOLIN BERTRAND

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5787, 24/10/2014, p. 101

Le futur pôle d'arts plastiques de Labenne (Landes) est une opération rare : le Maire a laissé carte blanche à l'architecte pour concevoir un équipement structurant au cœur de sa commune.

"De l'espace vert d'agrément à l'espace nature intelligent" / FAYOLLE PASCAL

LIEN HORTICOLE, n° 903, 22/10/2014, p. 6

Jean-Pierre Gueneau, chef du service projet à la direction des espaces verts et du paysage du Conseil général du Val-de-Marne, élu président d'Hortis, lors du dernier congrès de l'association, à Lorient.

En ville ou dans la nature, le végétal trouve sa place / HADDAD YAEL

LIEN HORTICOLE, n° 902, 15/10/2014, p. 6

Espaces verts publics. L'association Hortis, les responsables espaces nature en ville, s'est réunie à Lorient (56) les 2 et 3 octobre pour son congrès annuel.

Seve : un succès qui pose questions / VIDRIL VALERIE

LIEN HORTICOLE, n° 902, 15/10/2014, p. 4

Événement. La belle fréquentation du premier festival, fin septembre à Montpellier (34), intervient dans un contexte incertain pour les professionnels.

Les villes se font "label" / FAYOLLE PASCAL

LIEN HORTICOLE, n° 902, 15/10/2014, p. 6

Collectivités. L'AITF organise un colloque sur les labels. De plus en plus nombreux, ils restent, pour certains, à évaluer...

Les engrais s'internationalisent / VIDRIL VALERIE

LIEN HORTICOLE, n° 902, 15/10/2014, p. 5

Fertilisants. Les XXIIes rencontres de Rittmo vont faire le point sur l'harmonisation européenne en cours.

<http://www.rittmo.com/>

"Faire d'une friche industrielle un parc naturel urbain" / HADDAD YAEL

LIEN HORTICOLE, n° 901, 08/10/2014, p. 10-11

Laurence Roux, conductrice d'opérations à la direction des jardins de Rennes (35), gère la reconversion d'un site pollué ayant accueilli lavoirs, tanneries, entreprises et jardins familiaux. Cet aménagement est un concentré de tendances actuelles : reconstitution de zones naturelles, réponse aux multiples besoins des usagers, aux attentes environnementales, et recours à une gamme végétale locale, via des pépinières spécialisées...

Veille végétale : Ode à la diversité ! / MAILLARD ODILE

LIEN HORTICOLE, n° 901, 08/10/2014, p. 5

La biodiversité poursuit son chemin et s'invite aux prochaines journées des plantes de Courson-Monteloup, dans l'Essonne, les vendredi 17, samedi 18 et dimanche 19 octobre.

[http://www.domaine-de-](http://www.domaine-de-courson.fr/sites/default/files/presse/Fiche%20Th%C3%A9matique%20Courson%202014%20Diversit%C3%A9.pdf)

[courson.fr/sites/default/files/presse/Fiche%20Th%C3%A9matique%20Courson%202014%20Diversit%C3%A9.pdf](http://www.domaine-de-courson.fr/sites/default/files/presse/Fiche%20Th%C3%A9matique%20Courson%20oct.2014%20%20La%20diversite%20.pdf)

[http://www.domaine-de-](http://www.domaine-de-courson.fr/sites/default/files/presse/Fiche%20Th%C3%A9matique%20Courson%20oct.2014%20%20La%20diversite%20.pdf)

[courson.fr/sites/default/files/presse/Fiche%20Th%C3%A9matique%20Courson%20oct.2014%20%20La%20diversite%20.pdf](http://www.domaine-de-courson.fr/sites/default/files/presse/Fiche%20Th%C3%A9matique%20Courson%20oct.2014%20%20La%20diversite%20.pdf)

Quand l'éco-pâturage devient urbain / GUERRAZ Thierry

MAIRES DE FRANCE, n° 317, 10/2014, p. 69

À Bayonne 50 chèvres et 10 moutons entretiennent certains espaces naturels, démontrant ainsi que l'éco-pâturage est économique.

Il porte la rénovation urbaine sur une place du centre-ville / FRANK Stéphanie

MAIRES DE FRANCE, n° 317, 10/2014, p. 74-75

À Grande-Synthe (Nord), la rénovation totale de la place du Courghain, dégradée et peu sécurisante, s'achève : un chantier colossal qui s'est étendu sur les deux premiers mandats du maire.

A Montréal, les jardins de rue fleurissent / KOCH MARJOLAINE

LETTRE DU CADRE TERRITORIAL (LA), n° 481, 10/2014

<http://www.lettreducadre.fr/9675/urbanisme-les-jardins-de-rue-fleurissent-a-montreal/>

L'initiative a émergé dans la tête d'un lycéen. Aujourd'hui, plusieurs centaines d'habitants du quartier de Rosemont – La-Petite-Patrie participent à ce projet de remplacer le bitume par des fleurs sur les larges trottoirs de la métropole québécoise.

Massy : la rue e(s)t mon jardin !

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 157, 10/2014, p. 42-43

Au cœur de la ville de Massy, moteur économique incontesté du nord de l'Essonne, le quartier Ampère vient récemment d'être reconstruit, ou plutôt réinventé, en une ville-jardin. Un espace à vivre où tous les itinéraires piétons se fondent dans une ambiance jardinée et attractive.

Montrouge : le mariage heureux de la densité urbaine et de la végétation / HADDAD YAEL

PAYSAGE ACTUALITES, n° 373, 10/2014, p. 20-22

Montrouge figure parmi les villes les plus denses de France. Raison de plus pour mener une politique volontariste en matière d'espaces verts, et pour l'appliquer jusqu'au moindre recoin. La participation des jardiniers et du public renforce cette stratégie.

Belley : la seconde vie d'un quartier d'habitat social

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 157, 10/2014, p. 44-45

En constituant une nouvelle assise minérale et végétale au pied des immeubles, le quartier du Clos Morcel, à Belley (Ain), reprend vie. Confié à l'agence Ménard Paysage & Urbanisme, ce projet d'aménagement recompose une trame urbaine et des espaces de rencontre qui ouvrent le quartier vers la ville.

Arbres en villes : diversifier pour mieux végétaliser

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 157, 10/2014, p. 48-49

Le patrimoine arboré fait partie de la richesse urbaine. Depuis plusieurs années, Tourcoing a mis en place une véritable politique de diversification de de patrimoine, l'enrichissant continuellement !

Formation initiale : six écoles pour les concepteurs paysagistes / HADDAD YAEL

PAYSAGE ACTUALITES, n° 373, 10/2014, p. 38-39

Le futur diplôme d'État de paysagiste améliorera la lisibilité d'une offre composite dans la formation initiale des concepteurs : un pas en avant vers la reconnaissance du métier.

4.2 Environnement

Wang Canfa, pour que justice soit verte / BALENIERI RAPHAEL

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 62, 11/2014, p. 34-36

En Chine, le droit de l'environnement a beau être pointu, son respect est souvent un vœu pieux. La faute à une justice un peu trop soucieuse de ne pas perturber les intérêts économiques en place. Sauf quand un universitaire ultra-déterminé s'empare des dossiers...

Agendas 21 : un bilan très mitigé / BAUMANN OLIVIER

MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT (LE), n° 5786, 17/10/2014, p. 23

Hétérogénéité de méthode et de contenu, absence d'indicateurs de résultats et d'évaluation financière... La cour des comptes, dans un référé, déplore la faible qualité générale des Agendas 21 locaux en vigueur.

Comment réinventer les AGENDAS 21? / BOEDEC Morgan

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1731, 10/2014, p. 39-45

Sur le millier d'agendas 21 adoptés en France, une centaine entame leur seconde, voire leur troisième version. Pour évaluer et faire évoluer leurs plans d'action au fil des enseignements tirés, les collectivités locales ne ménagent pas leurs efforts. Comment donner un nouvel élan et plus d'ambition à ces projets territoriaux de développement durable? Comment élargir leur horizon sans en trahir l'esprit ni les fondements? Tour de table des bonnes pratiques et des pistes à suivre.

Ségolène Royal met l'accent sur la prévention des inondations

MAIRE-INFO.COM, 02/10/2014

<http://www.maire-info.com/article.asp?param=17630&PARAM2=PLUS&nl=1>

La ministre de l'Écologie publie une instruction relative aux thèmes prioritaires d'actions nationales en matière de risques naturels et hydrauliques pour 2014-2015. Elle souhaite « renforcer l'efficacité et la cohérence des actions de l'État » dans ce domaine, ainsi qu'une meilleure coordination entre les différents acteurs de la prévention.

<http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&retourAccueil=1&r=38749>

(Dé)marquez-vous pour valoriser pratiques et territoires / ADAM STEPHANE, PEYRAT ISABELLE, VIANET REGIS, CHABANIS LAURENCE, KILHOFFER MAUD, BARBIER LUC, DIEUDONNE MARYLINE, LANGLOIS JEAN-LUC, LARADE ARNAUD

ESPACES NATURELS, n° 48, 10/2014, p. 21-33

Dossier :

- Des marques au service d'objectifs énergétiques
- Ne pas faire le label de trop
- Faire profiter de sa notoriété
- Valoriser mais sans dénaturer
- Une stratégie de management durable des territoires
- EMAS, labelliser la gestion des espaces naturels
- Affirmer son ancrage territorial
- Améliorer les pratiques par l'engagement
- Se donner les moyens de faire bien

Approche paysagère - approche écologique : même combat ? / MOUGEY THIERRY, SANAA NICOLAS, BERNARD NATHALIE

ESPACES NATURELS, n° 48, 10/2014, p. 44-46

Les menaces qui pèsent sur le paysage sont-elles les mêmes que celles qui pèsent sur la biodiversité ? Globalement oui ! D'ailleurs, si le projet de loi sur la biodiversité comprend un titre "paysage", ce n'est sans doute pas un hasard. Mais, à y regarder de plus près, les choses semblent un peu plus complexes. L'exercice d'analyse est utile afin d'améliorer la compréhension commune entre écologues et paysagistes.

www.espaces-naturels.info

www.afie.net

La contribution des paysagistes-conseil dans l'application des grandes réformes sur le territoire français !

HORTICULTURE ET PAYSAGE : ESPACES VERTS, n° 157, 10/2014, p. 10-11

A la veille de l'adoption de nouvelles lois sur la protection et la mise en valeur des paysages, Catherine Soula, nouvelle présidente de l'association des paysagistes-conseils d'Etat, présente leur mission et dresse un premier bilan.

Economie circulaire : boucler la boucle / DESCAMPS OLIVIER

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1731, 10/2014, p. 24-28

Le modèle de croissance linéaire "prélever, fabriquer, consommer, jeter" frise la surchauffe. Le passage à une économie circulaire impose d'actionner plusieurs leviers. Parmi eux, la symbiose industrielle, l'écoconception, la refabrication et l'économie de fonctionnalité.

Nouvelles armes juridiques pour l'écologie et le paysage

PAYSAGE ACTUALITES, n° 373, 10/2014, p. 42

<http://www.territoires.gouv.fr/>

La continuité écologique et la qualité paysagère consolident leur position juridique, grâce à la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) du 24 mars 2014.

Environnement : le nouveau cadre juridique des sites et sols pollués / FABRE GUILLAUME

JOURNAL DES MAIRES ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX, n° 10, 10/2014, 49-50

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) a modifié le régime des sols pollués : création des secteurs d'information sur les sols, possibilité pour un tiers d'effectuer les travaux de remise en état à la place de l'exploitant... Objectif : une reconversion sécurisée des anciennes zones industrielles et terrains potentiellement pollués.

Biorégion urbaine : la fin de l'urbanisme ? / PAQUOT THIERRY

ECOLOGIK, n° 41, 10/2014, p. 36-43

L'urbanisme est né de la société industrielle, au cours du XIXe siècle, afin de fabriquer la ville productiviste. Deux siècles plus tard, le capitalisme globalisé, financiarisé et immatériel le rejette au profit du réseautage de plateaux techniques sur lesquels il branche et débranche, selon le seul critère de leur rentabilité immédiate, les dispositifs dont il a besoin : gare tgv, aéroports, siège sociaux, clusters, gratte-ciels, centre-commerciaux, gated communities, usines, entrepôts... D'autres territorialisations sont envisageables, comme "la biorégion urbaine", qui repose sur les valeurs environnementales et que promeut Alberto Magnaghi. Dans les deux cas, le concept originel de l'urbanisme est condamné.

Responsabilité environnementale : c'est aussi pour les entreprises du numérique

JOURNAL DES COMMUNES, n° 2181, 10/2014, p. 38-39

La révolution digitale a longtemps été considérée comme un facteur très positif de lutte contre l'émission de gaz à effet de serre (GES). Cette représentation collective doit désormais être nuancée au vu de la diffusion massive des usages et appareils connectés à l'échelle planétaire. Le secteur des communications électroniques générerait aujourd'hui autant de GES que le secteur du transport aérien et le digital consommerait déjà 10 % de la production mondiale d'électricité ! Alain Liberge, directeur de l'Environnement et de la Responsabilité Sociale chez Orange, explicite comment un acteur international du numérique prend à bras-le-corps sa responsabilité environnementale.

Moutons, chèvres et vaches, nouveaux alliés des collectivités / HADDAD Yaëli

TECHNI.CITES, n° 275, 23/09/2014, p. 20-21

Dans le cadre d'une démarche de gestion durable de leurs territoires, de plus en plus de collectivités territoriales développent l'écopâturage, qui consiste à assurer l'entretien de sites par des animaux domestiques. Des règles précises sont à suivre pour obtenir un résultat intéressant sur le plan écologique et paysager, tout en respectant le confort des animaux et la réglementation sanitaire.

Pour une "vision renouvelée" de la biodiversité / DOUSSAN ISABELLE

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, n° 226, 09/2014, p. 294-296

Le projet de loi relatif à la biodiversité se veut ambitieux. Prenant en compte la situation toujours préoccupante de l'état et perspectives de conservation de l'environnement ainsi que les évolutions scientifiques, le gouvernement souhaite sortir d'une vision fixiste de la biodiversité, pour prendre en compte le caractère dynamique des processus écologiques.

Qualité de l'air : à quoi sert un plan de protection de l'atmosphère ? / CONNORS ANNE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1731, 10/2014, p. 36-37

En France, les grandes agglomérations et les zones souffrant d'une mauvaise qualité de l'air doivent mettre en place un plan de protection de l'atmosphère. Si l'outil a déjà fait ses preuves sur les émissions industrielles, il s'avère moins adapté aux sources diffuses.

Loi d'avenir agricole : quel volet végétal ? / DECOIN MARIANNE

PHYTOMA, n° 677, 10/2014, p. 6-7

Sept des 96 articles de la LAAF, ou "Loi d'avenir agricole", font évoluer le cadre réglementaire de la protection des plantes. Une analyse s'impose.

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0402.asp>

Désherbage routier : génération zéro phyto / MIGUET LAURENT

PAYSAGE ACTUALITES, n° 373, 10/2014, p. 41

Innovation engendrée par la suppression des produits phytosanitaires aux abords des routes et des autoroutes, la brosse de désherbage Netra a mobilisé un an de développement et de tests pilotés par le bureau d'études du fabricant vendéen Rabaud.

Prendre en compte la biodiversité dans les projets d'aménagement / DE LACOUR Geneviève

TECHNI.CITES, n° 275, 23/09/2014, p. 25-30

Concilier activités humaines et biodiversité n'est pas une mince affaire. Au cœur des territoires, les contraintes sont multiples : pression foncière, concurrences entre volonté de protection des ressources en eau, de conservation des espèces et intérêts agricoles, etc. Un nouvel aménagement affectant un espace naturel peut nécessiter l'application de mesures compensatoires. Au final, la biodiversité peut s'avérer être une notion complexe à appréhender pour une collectivité.

4.3 Déchets et propreté urbaine

Ci-gisent déchets nucléaires enfouis il y a 10 000 ans / CHANDES CAMILLE

TERRA ECO - LE MAGAZINE QUI CHANGE LE MONDE, n° 62, 11/2014, p. 18-21

Des archives, des pictogrammes, des sites culturels... Pour informer les générations futures des dangers des déchets de l'atome, des experts réfléchissent à la manière de transmettre la mémoire.

www.wipp.energy.gov

www.bit.ly/1n7OPUV

www.bit.ly/1v7IYBd

Déchets. Un vaste chantier pour la filière BTP

ENVIRONNEMENT MAGAZINE SUPPLEMENT HEBDOMADAIRE, n° 34, 27/10/2014, p. 9

Pour atteindre l'objectif de 70 % de valorisation des déchets de chantiers, le secteur du BTP, maîtres d'ouvrage en tête, doit profondément revoir ses pratiques. Mais pour l'instant, les changements peinent à se voir.

Deux-Sèvres : les bons résultats de douze entreprises engagées dans la réduction des déchets / VILLE FREDERIC

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2241, 20/10/2014, p. 34

A l'initiative du conseil général et de la CCI, douze entreprises deux-sévriennes ont tenté de réduire leurs déchets de 10 % en un an. L'opération est plus que prometteuse.

Déchets : ces collectivités qui misent sur la valorisation énergétique / NEDEY FABIENNE

GAZETTE DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS, DES REGIONS (LA), n° 2240, 13/10/2014, p. 30-32

Le contexte : entre envolée du prix des énergies fossiles et objectifs de baisse des émissions de carbone, la valorisation énergétique des déchets, sous toutes ses formes, connaît un regain d'intérêt.

L'enjeu : cette nouvelle approche ouvre enfin des perspectives de développement en France pour la filière des combustibles solides de récupération (CSR), une filière déjà en plein essor en Allemagne.

La solution : un tri très performant permet de sélectionner des déchets à haut pouvoir calorifique pouvant être brûlés, soit en chaudière industrielles, soit dans des installations dédiées de production d'énergie.

- expérience - Symevad (Nord et Pas-de-Calais) : un centre de traitement des déchets inédit en France.

"Viser la meilleure qualité de CSR (combustibles solides de récupération) pour contribuer à trouver preneur dans un marché concurrentiel."

Méthanisation : ne pas oublier les digestats / DESCAMPS Olivier

TECHNI.CITES, n° 276, 08/10/2014, p. 20-21

Trouver un débouché pour les résidus solides et liquides issus de la méthanisation de déchets ménagers ou de boues est parfois un vrai casse-tête. Plan d'épandage, homologation, respect de normes... Plusieurs solutions sont à disposition des porteurs de projets.

Déchetterie : le Siredom (91) généralise le contrôle d'accès et la pesée / GRAINDORGE Joël

TECHNI.CITES, n° 276, 08/10/2014, p. 37

Afin de mieux connaître tous les apports mais aussi d'assurer la facturation des professionnels, toutes les déchetteries seront à terme équipées d'un contrôle d'accès par badge et d'un pont à bascule. Les premiers résultats sont encourageants.

Transports : le bioGNV veut mettre les gaz / BAHJEJIAN LYDIE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET ENERGIE, n° 19, 10/2014, p. 22

Tous les voyants sont au vert pour développer la filière des véhicules roulant au biométhane. Mais sans volonté politique forte, le déploiement sera long. Un récent Livre blanc fait 17 propositions pour accélérer le mouvement.

Gestion des déchets. La législation en mouvement / BENAMOU LIORAH, LEVITZ Shana

REVUE DES COLLECTIVITES LOCALES, n° 456, 10/2014, p. 50-59

La législation en matière de déchets est en passe d'évoluer. Ces derniers font l'objet d'un volet spécifique dans le projet de loi sur la transition énergétique dont l'examen a débuté à l'Assemblée nationale. Un texte bien accueilli qui devrait permettre à la France de distancer ses voisins européens en termes de gestion des déchets et de valorisation énergétique.

Le financement des déchets : la Teom incitative / GRAINDORGE JOEL

FICHES PRATIQUES TECHNIQUES, n° 182, 10/2014, 4 p.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Teom) incitative a été instituée par les lois successives du Grenelle 1 et du Grenelle 2. Elle peut alors comporter une part calculée en fonction du service rendu. Les modalités de son institution et les relations avec les services fiscaux pour son recouvrement font l'objet de dispositions particulières. Une instruction fiscale en date du 27 mai 2014 a précisé les modalités de mise en œuvre.

Déchèteries : une charte pour les déchets des professionnels en Bretagne / CANTO ALBANE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1731, 10/2014, p. 32

Face à la diversité des conditions d'accueil des déchets d'activité économique dans les déchèteries publiques, la chambre régionale de métiers et de l'artisanat de Bretagne a décidé d'harmoniser les pratiques.

Véhicules abandonnés : des déchets qu'il faut enlever / SOTO José

MAIRES DE FRANCE, n° 317, 10/2014, p. 85

L'enlèvement d'un véhicule abandonné sur la voie publique à l'état d'épave ou en passe de le devenir relève de plusieurs réglementations.

Valoriser les déchets du BTP, un chantier bien engagé / NEDEY FABIENNE

ENVIRONNEMENT MAGAZINE, n° 1731, 10/2014, p. 46-52

Dossier :

1. Trier, une étape indispensable pour la valorisation
2. Améliorer le recyclage
3. Jeter, mais pas n'importe où

Plâtre. L'économie circulaire pour ambition. / ARVAULT GUILLAUME

RECYCLAGE RECUPERATION, n° 106, 10/2014, p. 30-33

Avec un gisement de matériaux récupérables évalué à 400 000 tonnes par an, le plâtre ne manque pas de ressources. Parmi ses atouts : un bon capital de recyclabilité, une valorisation en interne bien gérée, et la mise en place de nouveaux modes de collecte. A condition de régler certaines contraintes économiques et logistiques.

VHU et DEEE. Les leviers de la valorisation et du recyclage / LEMAIRE NADIA

RECYCLAGE RECUPERATION, n° 106, 10/2014, p. 20-28

Dossier :

- Les fabricants, les matériels. Une belle avancée dans la précision des processus de traitement.
- Les utilisateurs. Des systèmes respectueux des normes environnementales.

Déchets - Les pistes de l'ADEME pour améliorer la collecte et le tri d'ici 2030

ENVIRONNEMENT LOCAL, n° 1023, 18/09/2014, p. 2

- trois schémas de collecte
 - centres de tri : augmenter leur capacité et réduire leur nombre
- <http://www.ademe.fr/expertises/dechets>

Prévention des déchets : le nouveau plan de la France pour 2014-2020

JOURNAL DES COMMUNES, n° 2181, 10/2014, p. 34-35

Fruit d'une intense concertation, le Plan national de prévention des déchets 2014-2020 vient tout juste d'être approuvé. Riche de 54 actions classées selon 13 axes phares, ce nouveau plan déçoit cependant par son manque d'ambition, en particulier sur le terrain de l'économie circulaire.

Biomasse : la pyrolyse veut se faire une place / DESCAMPS Olivier

TECHNI.CITES, n° 275, 23/09/2014, p. 12-13

Chauffer à 500 degrés de la matière végétale en absence d'oxygène génère du biogaz, mais aussi du biochar, un amendement organique qui fixe le carbone dans le sol. Le procédé devra encore être amélioré pour s'imposer à l'échelle industrielle.

Quels sont les déterminants de la production des déchets municipaux ?

ETUDES ET DOCUMENTS, n° 112, 09/2014

<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED112.pdf>

L'étude discute chacun des résultats empiriques obtenus en proposant des pistes d'explication et présente une décomposition de la production de déchets sur quelques types de communes spécifiques. Enfin un examen de l'hétérogénéité des résultats montre entre autres que l'attractivité touristique influence de façon conséquente la contribution des variables les plus sensibles (commerces, hébergement touristique).

Economie circulaire : un paquet qui rapporte

VALEURS VERTES, n° 130, 09/2014, p. 4

Prévention des déchets, éco-conception, réemploi, réparation et recyclage : la Commission européenne a chiffré les répercussions économiques du Paquet Economie circulaire qu'elle a adopté début juillet. Soit, d'ici 2030, 600 milliards d'euros d'économie annuelle aux entreprises des Etats membres, 580 000 emplois créés et 2% à 4% des émissions de gaz à effet de serre.

5. Transversal Services Techniques Territoriaux

Les travaux publics redoutent la destruction de 3 000 emplois en 2015 / SAUVAGE Valérie

VOIX DU NORD (LA), 15/10/2014, p.35

Ils sont aujourd'hui 17 000 dans la région à travailler dans les travaux publics au sein de 350 entreprises. Hier, un millier d'entre eux étaient réunis à Lille pour défendre un secteur en crise. Une enquête auprès de nos adhérents a révélé que 3 000 emplois risquent d'être supprimés en 2015 dans la région. En France, 60 000 postes seraient menacés. La baisse des dotations de l'Etat à l'égard des collectivités locales a des effets dévastateurs : 70 % de notre activité vient des collectivités. Par ailleurs, la réforme territoriale et le flou qui l'accompagne sur les transferts de compétences engendrent une absence totale de visibilité des collectivités qui n'osent pas s'engager.

Interface politico-administrative locale et expertise : le point de vue des gestionnaires. Le cas du service de l'eau de la Ville de Montréal / AUDETTE-CHAPDELAINÉ Marianne

POLITIQUES ET MANAGEMENT PUBLIC, n° Vol 31, n° 3, 07/2014, p. 283-300
<http://pmp.revuesonline.com/article.jsp?articleId=19756>

L'étude de l'interface politico-administrative révèle les tensions entre le contrôle politique et l'autonomie professionnelle au sein des organisations publiques. Nous analysons la relation au politique des gestionnaires d'un service municipal, apportant ainsi un point de vue peu documenté dans les écrits en administration publique : celui des gestionnaires d'un service local, au niveau opérationnel. Notre étude de cas sur la gestion des services d'eau montréalais, appuyée par des données empiriques qualitatives, explique comment la fonction publique montréalaise a perdu au fil des années son expertise dans le domaine de l'eau. Notre cas présente également la manière dont les gestionnaires ont par la suite élaboré leur propre vision de la gestion de l'eau, exprimant ainsi leur adhésion à des normes professionnelles et à leur idéal du service public beaucoup plus qu'à une organisation démocratique, qu'ils considèrent incapable de leur fournir les ressources jugées essentielles à l'exercice de leur métier.

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bimensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n° 2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettres n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothée PLARD (lettre n°1).

D'autres thématiques viendront prochainement enrichir cette veille :

- Communication
- Europe, coopération internationale
- Fonction publique territoriale, statut
- Santé